

Nous accordons un soutien aux agriculteurs pour les aider à traverser la crise actuelle tout en oeuvrant au niveau international pour mettre un peu de logique dans le commerce agricole. L'an dernier, le gouvernement fédéral a accordé près de 1,5 milliard de dollars aux agriculteurs de l'Ouest dans le cadre, entre autres, du Programme d'aide au transport des céréales fourragères, du Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest, de l'Assurance-récolte, de l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse. Les gouvernements provinciaux font également leur part.

Toutefois, notre devoir consiste clairement à mettre fin à l'escalade des subventions agricoles avant de drainer complètement le Trésor ou avant que les fermiers canadiens ne perdent tous leurs avantages concurrentiels.

Nous nous employons donc au niveau international à briser le cercle vicieux des subventions.

Le mois dernier, M. John Wise s'est rendu à Bruxelles et à Washington pour exhorter ses homologues à s'entendre. M. Charlie Mayer a pour sa part demandé une réunion des ministres des États-Unis, de l'Argentine, de l'Australie et de la Communauté européenne, qui sont les cinq principaux exportateurs de céréales au monde.

Lors de la réunion ministérielle de l'OCDE au printemps, il a été décidé de procéder à une étude objective des conséquences qu'ont les mesures de protection de l'agriculture. Malgré l'importance de cette étude de l'OCDE, nous craignons de ne pouvoir en attendre les résultats car le temps presse.

Avant de se rendre au Sommet de Tokyo, le Premier ministre Mulroney a convoqué une réunion des principaux représentants de l'agriculture canadienne. Il a ensuite abordé la question des subventions agricoles au Sommet et exposé à ses homologues l'inconséquence dont ils font preuve en plaidant d'une part en faveur du libre-échange et en adoptant d'autre part des mesures protectionnistes dans le domaine agricole. Chose étonnante, la question de l'agriculture a dominé le Sommet. Chaque pays membre a reconnu qu'il fallait mettre un terme à la surenchère des subventions et que nous devons à cette fin agir de concert.

Pour la première fois dans l'histoire des sommets économiques, la question de l'agriculture était traitée en profondeur. Nous entendons donner suite à l'initiative prise par le Premier ministre à Tokyo. Je dirigerai la délégation canadienne à la réunion ministérielle du GATT en